



REGLEMENT N° 003 /2015/ BCC/DSBR

RELATIF AUX EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DES RISQUES DE CREDIT ET DE HORS BILAN, DES RISQUES OPERATIONNELS ET DES IMMOBILISATIONS EN APPLICATION A LA LOI 13-003/AU.

Vu la Loi 80-08 du 26 juin 1980 relative à la monnaie et au rôle de la Banque Centrale des Comores dans le contrôle des banques et des établissements financiers, du crédit et des changes, en son article 7,

Vu la Loi 13-003/AU portant réglementation des activités des Institutions Financières, en ses articles 26, 29, 46, 48 et 103,

Vu la loi 12-008/AU du 28 juin 2012 portant lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ;

Vu la Loi 12-011/AU du 26 juin 2012 portant réglementation et organisation du crédit-bail ;

LE GOUVERNEUR DE LA BANQUE CENTRALE DES COMORES ;

Fixe les règles de calcul des exigences en fonds propres pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, des risques opérationnels et des immobilisations des établissements de crédit en application à la loi 13-003/AU.

CHAPITRE PREMIER
DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}

Les exigences en fonds propres sont composées :

- 1- D'une exigence pour la couverture des risques de crédit et de hors bilan, correspondant au coefficient de solvabilité ;
- 2- D'une exigence pour la couverture des risques opérationnels, laquelle s'ajoute à la précédente ;
- 3- D'une exigence pour la couverture des immobilisations nettes par les fonds propres, applicable lorsque le montant des fonds propres exigés au titre des points 1 et 2 précédents n'est pas suffisant.

Place de France. BP 405 MORONI
TEL : (269) 773 18 14 - (269) 773 10 02 – FAX : (269) 773 03 49
E-mail : secretariat@banque-comores.km
Site : www.banque-comores.km

Article 2

Le calcul des exigences en fonds propres s'effectue sur une base individuelle, globalisée ou consolidée, dans les conditions suivantes :

Sur une base individuelle :

Les Banques, les Sociétés financières, les institutions financières spécialisées et les institutions financières décentralisées (IFD) affiliées à une Union dont le total du bilan est supérieur à 20% du total du bilan globalisé du réseau ;

Sur une base globalisée :

Chaque réseau d'IFD pris dans son ensemble ;

Sur une base consolidée :

Les établissements de crédit ayant des filiales financières sur le territoire national ou à l'étranger.

CHAPITRE 2

EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE DE CREDIT ET DE HORS BILAN

Article 3

Les établissements de crédit sont tenus de respecter à tout moment un coefficient de solvabilité supérieur ou égal à 10%.

En fonction des circonstances particulières, la Banque Centrale peut exiger qu'un établissement de crédit respecte un coefficient plus élevé.

Article 4

Le coefficient de solvabilité est calculé selon les modalités suivantes :

Le coefficient est défini comme étant le rapport entre le montant total des fonds propres réglementaires et le montant des risques de crédit et de hors bilan qu'ils supportent du fait de leurs activités :

- les fonds propres retenus au numérateur du coefficient de solvabilité sont ceux déterminés dans les conditions fixées par le règlement relatif aux fonds propres ;
- les risques de crédit et de hors bilan retenus au dénominateur du coefficient de solvabilité correspondent à la somme des expositions au risque de crédit et de hors bilan, résultant des engagements de bilan et de hors-bilan, pondérés conformément aux dispositions de l'article 5 ci-dessous.



Article 5

Les pondérations applicables aux engagements de bilan et de hors bilan sont :

1°) Pondération à 0%

- a- les créances ou engagements sur l'État, ainsi que celles garanties par l'Etat ou le nantissement de titres de créances émis par l'Etat ;
- b- les créances sur la Banque Centrale des Comores ou d'autres banques centrales ou garanties par le nantissement de titres de créances émis par les Banques Centrales ;
- c- les créances garanties par le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans la même devise que les créances qu'elles garantissent, et à condition que la valeur de la garantie couvre en totalité le montant du prêt ;
- d- les créances garanties par le nantissement de certificats de dépôts ou de titres assimilés émis par l'établissement de crédit et déposés auprès de lui-même.

2°) Pondération à 20%

- e- les créances garanties par le nantissement de dépôts et/ou de comptes à terme constitués auprès de l'établissement de crédit, libellés dans une autre devise que les créances qu'elles garantissent ;
- f- les contre garanties bancaires émanant d'institutions financières internationales de coopération ou des Banques régionales de développement ;
- g- les créances garanties par une contre garanties bancaires à première demande émanant d'un établissement de crédit agréé en Union des Comores ou d'un établissement de crédit étranger.

3°) Pondération à 35%

- h- les créances garantis par un gage en or, à condition que la valeur de marché couvre le montant total du prêt ;
- i- les créances ou engagements sur les Intermédiaires Financières.

4°) Pondération à 70%

- j- les créances de toute nature et les engagements hors-bilan sur les administrations territoriales et les collectivités locales comoriennes ;
- k- les créances ou engagements sur les entreprises publiques de droit comoriennes ;
- l- les créances ou engagements sur les entreprises internationales de première signature ;
- m- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un terrain libre de toute occupation.
- n- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel qui sera occupé ou donné en location par la contrepartie ;
- o- les créances intégralement garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble destiné entièrement aux activités productives.
- p- les créances garanties par des titres détenus en portefeuille et les titres de participation, à l'exception de ceux qui sont déduits dans le calcul des fonds propres, dans les conditions fixées par le règlement relatif aux fonds propres ;



5°) Pondération à 100%

- q- les crédits à la clientèle ne bénéficiant d'aucune garantie ;
- r- les créances douteuses nettes de provisions ;
- s- les actifs correspondant aux débiteurs divers et aux comptes de régularisation ;
- t- les biens loués en crédit-bail ;
- u- les cautions, avals et autres engagements hors bilan de garantie ou de financement d'ordre ou en faveur de la clientèle, pour leur montant net de provisions.

Les engagements évoqués ci-dessus correspondent aux engagements de garantie ou de financement donnés.

Article 6

Pour les réseaux d'IFD, la détermination du coefficient de solvabilité globalisé doit éliminer les opérations réciproques entre l'Union et les IFD affiliées.

CHAPITRE 3

EXIGENCES EN FONDS PROPRES POUR LA COUVERTURE DU RISQUE OPERATIONNEL

Article 7

En complément de l'exigence en fonds propres pour le calcul du ratio de solvabilité prévu par le présent règlement, les établissements de crédit sont tenus de calculer une exigence en fonds propres spécifique pour la couverture de leurs risques opérationnels.

Les risques opérationnels sont définis par le règlement relatif au dispositif de contrôle interne, de gestion et de maîtrise des risques.

Article 8

Le calcul des exigences en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels résulte d'une approche forfaitaire, par laquelle une pondération de 15% est appliquée à la moyenne annuelle de la somme algébrique des produits et charges d'exploitation bancaire relatifs aux trois derniers exercices $\{RO = (n-3+n-2+n-1/3)*15\}$.

CHAPITRE 4

COUVERTURE DES IMMOBILISATIONS NETTES PAR LES FONDS PROPRES

Article 9

Les établissements de crédit doivent veiller à tout moment à ce que le montant de leurs fonds propres réglementaires couvre en totalité la valeur nette des immobilisations figurant à leur bilan.

Dans le cas où le montant des fonds propres réglementaires est inférieur à la valeur nette des immobilisations, les établissements sont assujettis à une exigence additionnelle correspondant à la différence.



Article 10

Les établissements de crédit doivent transmettre semestriellement à la Banque Centrale l'état relatif aux exigences en fonds propres prévu par le présent règlement, au plus tard 30 jours après la date d'arrêté des comptes, selon le modèle de déclaration joint en annexe.

Article 11

Le présent règlement annule et remplace les instructions n°006/2004/COB, n°008/2004/COB et les circulaires n°006/2004/COB, n°011/2004/COB.

Il entre en vigueur à compter de sa date de signature.



Moroni, le 28 Janvier 2015

Mzé Abdou Mohamed Chanfiou

ETAT DECLARATIF DES EXIGENCES EN FONDS PROPRES DES ETABLISSEMENTS DE CREDITS
(Déclaration semestrielle)
(Réglement N° **003** /2015/BC/DSBR)

Etablissement déclarant :
Situation arrêtée au :

FONDS PROPRES REGLEMENTAIRES	ENCOURS NET COMPTABLE	PONDERATION (%)	RISQUE NET PONDERE
RISQUE DE CREDIT (RC)			
Les Créances ou engagements sur l'Etat ou sur le Trésor de l'Union	0	0	0
Les créances sur la Banques Centrales Comores et autres Banques Centrales	0	0	0
Les créances intégralement garanties par un gage espèces libellé en franc comorien	0	0	0
Les créances garanties par le nantissement de certificat de dépôts émis par l'IEC et déposés auprès de lui-même	0	0	0
Les créances garanties par un gage espèces libellé dans une autre devise que les créances qu'elles garantissent	0	20	0
les comptes garanties émanant d'IF internationales de coopération ou de banques régionales de développement	0	20	0
Créances garanties par une contre garantie bancaire émanant d'un établissement de crédits de droit comorien	0	20	0
Créances garanties par une contre garantie bancaire émanant d'un établissement de crédit de droit étranger de première signature	0	20	0
les créances garanties par un gage en or	0	35	0
les créances ou engagements sur les intermédiaires financiers	0	35	0
les Créances ou engagements sur les administrations territoriales et les collectivités publiques locales	0	70	0
les créances ou engagements sur les entreprises publiques de droit comoriens	0	70	0
les créances ou engagements sur les entreprises internationales de première signature	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un terrain nu	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble résidentiel	0	70	0
Créances sur la clientèle garanties par une hypothèque de premier rang sur un immeuble destiné aux activités productives	0	70	0
les créances garanties par des titres en portefeuille ou des titres de participation	0	70	0
Autres Crédits à la clientèle	0	100	0
Créances douteuses nettes de provisions	0	100	0
les actifs correspondant aux débiteurs divers et aux compte de régularisation	0	100	0
Biens loués en crédit-bail	0	100	0
Sous-total (1) : Risques au bilan	0	-	0



Engagements de garantie ou de financement sur le Trésor ou l'Etat	0	0	0
Engagements de garantie ou de financement en faveur des établissements de crédits de droit comorien	0	20	0
Engagements de garantie ou de financement en faveur des établissements de crédits de droit étranger de première signature	0	20	0
Engagements de garantie ou de financement sur les intermédiaires financières	0	35	0
Engagements de garantie ou de financement sur les administrations territoriales ou collectivités publique locales	0	70	0
Engagements de garantie ou de financement sur les entreprises publiques de droit comorien	0	70	0
Engagements de garantie ou de financement en faveur d'autres clientèles	0	100	0
Sous-total (2) : Risques au hors bilan	0	-	0
TOTAL I (1 + 2) : RISQUE DE CREDIT	-	-	0
TOTAL II : Exigences en fonds propres pour la couverture du risque de crédit = TOTAL I *10%	-	-	0
RISQUE OPERATIONNEL (RO)			
Année	Année n-3	Année n-2	Année n-1
Montant total des produits d'exploitation bancaire			
Montant total des charges d'exploitation bancaire			
Sous-total (3) : somme des produits et charges d'exploitation bancaire	0	0	0
Sous-total (4) : moyenne annuelle de la somme des produits des charges d'exploitation bancaire des trois dernières exercices = (n-3+n-2+n-1)/3	-	-	0
TOTAL III : Exigences en fonds propres pour la couverture des risques opérationnels = sous-total 4*15%	-	-	0
TOTAL IV : Exigences en fonds propres pour la couverture du risque crédit et opérationnel (TOTAL II + III)	-	-	0
FONDS PROPRES DECLARES conformément au règlement N°	-	-	0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE de fonds propres pour la couverture des risques de crédit	-	-	0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE de fonds propres pour la couverture des risques de crédit et opérationnel	-	-	0
TOTAL V : Montant des Immobilisations nets d'amortissement	-	-	0
EXCEDENT OU INSUFFISANCE de fonds propres pour la couverture des immobilisations nettes	-	-	0

SI E52 < 0 : insuffisance de FP pour la couverture du risque de crédit

SI E53 < 0 : insuffisance de FP pour la couverture des risques de crédit et opérationnels

SI E56 < 0 : insuffisance de FP pour la couverture des immobilisations nettes d'amortissements